

Toutefois, il y a une autre solution, celle des stimulants fiscaux pour employer, produire et exporter. Ce sont les moyens qui permettent à celui qui est doué d'esprit d'initiative et qui est fier de son travail d'étendre son entreprise.

Des voix: Bravo!

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Le socialisme est inefficace et inapplicable. L'autre solution est la seule vraiment pratique.

• (1220)

M. Deans: Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député, par pure curiosité. Si c'est la formule de l'incitation fiscale que le député propose, comment peut-il concilier cela avec le déficit budgétaire qui résulte fatalement des réductions d'impôts et des incitations fiscales? Comment peut-il concilier cela?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur le Président, voilà bien de l'économie socialiste. Le député ne semble pas se rendre compte qu'en augmentant la production et en augmentant l'embauche, on va faire augmenter les impôts. C'est tout simple. Quant à l'approche socialiste, voilà plus de 15 ans que le gouvernement au pouvoir essaie de l'appliquer. Le député parle sans rougir du sens des responsabilités des sociétés. C'est justement la philosophie conservatrice qui fait naître, qui favorise et qui récompense le sens des responsabilités chez les sociétés.

M. Waddell: Monsieur le Président, j'aimerais poser une petite question au député. Il prétend que c'est l'approche socialiste qui est suivie dans le budget. Comment se fait-il alors que les commentateurs parlent de budget conservateur, et que la bourse s'en félicite? L'indice a monté, et tout le reste. Il a également parlé de «hordes socialistes». Est-ce qu'il pense que les hordes socialistes sont aux portes du gouvernement de la Colombie-Britannique?

M. Taylor: Espérons qu'ils ne les franchiront pas.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Oui, je le pense. Je conseillerai au député de Vancouver-Kingsway (M. Waddell) de lire le numéro du 25 avril du *Financial Times*, auquel j'ai emprunté certains commentaires. Tous les médias ne sont pas favorables au budget.

M. Cosgrove: On parle de 98 p. 100.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Bon, si le ministre veut parler de pourcentages, il y en a plusieurs autres que je pourrais lui signaler. Par exemple, il y a un fort pourcentage de baisse des revenus des Canadiens, et il faudrait nous en occuper. Le député de Vancouver-Kingsway a intérêt à ne pas aller trop se vanter du budget dans les rues, sinon il s'attirera un mauvais coup un de ces jours.

M. Leonard Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke): Monsieur le Président, je viens d'entendre l'extrême droite de la Chambre et aussi l'extrême gauche, c'est pourquoi je voudrais maintenant dire quelques mots au nom du groupe sensé et à l'esprit pratique qui représente le centre.

Des voix: Bravo!

Le budget—M. Hopkins

Des voix: Oh, oh!

M. Hopkins: Considérons le budget et la réalité qu'il représente. Comme beaucoup d'autres députés à la Chambre, je suis ici depuis un certain temps et j'ai vu un bon nombre de budgets. Avant leur présentation, c'est toujours le même scénario: les députés demandent au ministre des Finances ce que contiendra son budget. Si le ministre ne le leur dit pas, on l'accuse de faire des secrets; si quelque chose arrive, on l'accuse d'être l'auteur de fuites. Même lorsque les renseignements sont volés dans son bureau, on l'accuse de fuites. Après le dépôt d'un budget, notre courrier augmente ou diminue selon le contenu de ce budget. De tous ceux que j'ai vus depuis 17 ans que je suis à la Chambre, le dernier est celui qui a suscité le moins de courrier. C'est une preuve très nette que beaucoup sont satisfaits et sont prêts à lui accorder une vraie période d'essai.

Je vais parler d'un certain nombre de choses ce matin. Pour commencer, je reviens sur une question que j'ai posée au ministre des Finances (M. Lalonde), il y a quelques jours, au sujet de la politique concernant les banques à charte du Canada. Je ne voudrais pas que mes remarques soient prises comme une attaque en règle contre les banques. Il y a un problème qu'il faut résoudre si nous voulons améliorer la situation de l'emploi au Canada, celui du financement des projets de la petite entreprise et de la petite industrie.

Récemment, la politique des banques à charte du Canada a été de ne pas accorder de fonds aux petites entreprises pour les aider à payer la main-d'œuvre ou à acheter le matériel nécessaire à la production de biens pour honorer leurs contrats ou commandes. De ce fait, je connais une compagnie qui a dû, récemment, refuser un contrat de 3 millions de dollars. Il ne sert pas à grand-chose, alors, que le gouvernement injecte des milliards de dollars pour essayer de promouvoir l'emploi, qu'il demande au secteur privé d'investir pour améliorer l'économie et la situation de l'emploi, si nous n'avons pas la collaboration totale du secteur financier canadien. J'espère que le ministre des Finances continuera cette discussion avec les banquiers afin que les petites entreprises puissent s'attaquer à la tâche de produire des biens, payer leurs employés et créer plus d'emplois.

En réponse à ma question, le ministre des Finances a dit prévoir que tous les secteurs de l'économie feront leur part. Voilà la solution au problème qui me préoccupe.

J'étais très heureux que le budget prévoit un Programme prolongé d'instruction et d'emploi par lequel les Forces armées canadiennes donneront à 5,000 jeunes des cours de formation de base. Des crédits de 75 millions de dollars seront affectés à ce programme; ils permettront aussi de fournir une formation professionnelle qui aidera les jeunes à faire la transition entre l'école et le marché du travail. Les Forces armées canadiennes comptent d'excellents professeurs dans les domaines sur lesquels porte le programme. Je voudrais leur dire que nous apprécions grandement l'accueil qu'ils ont réservé à ce programme. Je suis convaincu qu'ils feront un travail irréprochable.